

Tout comme le représentant de Rosetown-Biggar, je reconnais qu'il ne faut réarmer l'Allemagne que sous la plus stricte surveillance. J'ignore pendant combien de temps on pourrait exercer cette surveillance. C'est un impondérable. A l'heure actuelle, il serait possible de s'assurer que les troupes mises sur pied, armées et équipées en Allemagne soient commandées par des officiers de l'OTAN mais cela ne veut pas dire qu'à l'avenir ces officiers pourraient continuer de les commander et de les diriger. Nous ne savons pas pendant combien de temps ce régime pourra persister. C'est pourquoi j'ai dit et je répète une fois de plus que nous ne devons pas ratifier à la hâte un protocole comme celui qui nous est soumis mais qu'il vaut mieux attendre que nous ayons pu l'étudier plus à fond que nous l'avons fait jusqu'ici. Nous nous exposerions à trop de dangers.

Au cours de son exposé ce matin, le ministre a quelque peu insisté sur l'objectif d'une Europe unie. Il a parlé de l'intégration des rouages européens, soulignant davantage cet aspect du problème par opposition à l'établissement officiel d'une fédération. Je serais beaucoup plus impressionné si, quand le ministre nous dit, en parlant de l'unité européenne, c'est-à-dire de la pleine intégration de l'Europe, qu'elle doit s'effectuer naturellement plutôt qu'être imposée, je ne savais pas que l'histoire démontre à l'évidence que cette intégration est réalisée par la force et qu'on a effectivement dressé, depuis des années, les plans nécessaires à sa réalisation forcée.

Quiconque connaît l'histoire doit se rendre compte que la hideuse situation actuelle n'est pas un effet du hasard. Non, les événements actuels ne sont pas accidentels. La triste situation dans laquelle le monde se débat en ce moment est le résultat de mesures prises par des hommes. Dans ces conditions, je ne vois absolument pas comment on peut prétendre que l'Europe n'est pas intégrée de force; on est en train de l'y contraindre. On se sert depuis longtemps de la guerre et de la crainte de la guerre pour imposer cette intégration. Toute cette affaire m'inspire des doutes assez sérieux. J'ai suivi l'évolution de ce mouvement depuis que j'ai l'âge de le faire. En 1917, monsieur l'Orateur, nous ne nous inquiétions pas trop du communisme; nous avons commencé à nous en inquiéter quand nous l'avons vu se développer. Soit dit en passant, monsieur l'Orateur, c'est en Allemagne qu'il a germé: l'Allemagne est son berceau; elle a engendré le communisme. Les cellules communistes ont pris naissance en Allemagne et se sont répandues ailleurs. Lorsque, en 1917 et en 1918, nous avons vu

qu'on passait outre de propos délibéré à l'occasion d'extirper le communisme à la racine, certains d'entre nous ont commencé à se demander ce qui se passait. Certains d'entre nous, monsieur l'Orateur, se sentirent pleins d'appréhension, quand nous l'avons vu s'étendre de l'Allemagne en Russie (par suite de ce que je considère être un complot organisé), sous l'égide des intérêts allemands, et, grâce à l'argent allemand, permettre la révolution, la mainmise communiste sur la Russie sans qu'on fasse rien pour l'empêcher alors que, tout au contraire, on a tout fait pour encourager le mouvement. Nous avons vu cette situation progresser pas à pas pour aboutir à un état de choses qui fait affirmer par certaines personnes qu'aujourd'hui le seul remède possible est une fédération de l'Europe tout entière.

Je ne sais si le remède serait efficace. Je suis prêt à admettre que l'équilibre des puissances libres de l'univers est essentiel aujourd'hui. Il est même possible qu'il faille procéder à l'intégration économique européenne suivant une formule fonctionnelle, pour reprendre la terminologie du ministre. Cela se peut; mais comme je l'ai dit au début, la déclaration du ministre m'impressionnerait bien davantage si l'histoire ne nous prouvait clairement qu'on essaye depuis longtemps de pousser artificiellement à l'unification de l'Europe: voilà beau jeu qu'on essaye d'y parvenir. Mais la chose ne peut se faire qu'après des études et des réflexions bien plus approfondies que celles que nous avons pu lui consacrer jusqu'à présent.

Le ministre nous a dit aujourd'hui que c'est un chemin semé d'obstacles que celui qui mène à la ratification du traité de paix avec l'Allemagne et à celle du protocole. On nous dit que le Canada est le premier pays à étudier le protocole. Je ne sais si c'est exact.

L'hon. M. Pearson: Nous n'avons encore pris aucune initiative.

M. Low: Mais nous sommes en train d'en prendre une en ce moment. Nous en sommes saisis aux fins de ratification. A mon sens, notre tâche ici consiste à y apposer le cachet de l'approbation du peuple, de façon qu'au moment où on le déposera aux États-Unis (lorsque les autres adhérents à l'Organisation de Traités de l'Atlantique-Nord auront agi de la même façon) le contrat devienne obligatoire. Nous prenons donc une initiative.

A mon avis, c'est une erreur chronique du gouvernement libéral que de vouloir se précipiter la tête la première dans les engagements internationaux, de vouloir être le